

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

MAPA 26-01

- **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet de la consultation :

Prestations de contrôles réglementaires, de mise à jour des dossiers techniques amiante, de repérage amiante avant travaux et de diagnostics immobiliers pour les besoins de l'ASP en Métropole (Corse incluse)

Sommaire

Article 1. Objet de la consultation	4
Article 2. Procédure de passation	4
Article 3. Décomposition de la consultation.....	4
Article 4. Pièces constitutives du marché	4
Article 5. Durée du marché et délais d'exécution	5
Article 6. Obligations sociales	5
Article 7. Protection de l'environnement	5
Article 8. Etablissement des prix du marché.....	5
8.1 Type et forme des prix	5
8.2 Contenu des prix.....	6
8.3 Date d'établissement des prix initiaux.....	6
8.4 Révision / actualisation des prix	6
8.4.1 Modalités des Prix révisables :	6
Modalités de calcul de la révision des prix.....	6
Périodicité de la révision des prix.....	7
Article 9. Conditions générales d'exécution	7
9.1 Délais d'exécution.....	7
9.2 Lieux d'exécution des prestations.....	7
9.3 Horaires d'interventions	7
9.4 Modalités d'engagement des prestations	8
Article 10. Conditions particulières d'exécution (le cas échéant).....	8
Article 11. Obligations des cocontractants	8
11.1 Obligations communes	8
11.2 Obligations de l'ASP	9
11.3 Obligations du titulaire	9
11.3.1 Obligations générales	9
11.3.2 Pièces et attestations.....	9
11.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché	9
Article 12. Utilisation des résultats.....	10
Article 13. Livraison (le cas échéant)	10
Article 14. Vérification et admission.....	10
Article 15. Garantie.....	10
Article 16. Pénalités et réfections	10
16.1 Pénalités en cas de retard	10
16.2 Pénalités relatives aux livrables.....	11
16.3 Pénalités relatives à la clause insertion sociale (le cas échéant)	11
16.4 Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité (le cas échéant)	11

16.5	Application des pénalités	11
16.6	Réfections.....	11
Article 17. Responsabilité et assurances.....		12
17.1	Responsabilité	12
17.2	Assurance.....	12
Article 18. Exécution financière du marché / des marchés.....		12
18.1	Avance.....	12
18.2	Echéancier des paiements/acomptes	12
18.3	Solde du paiement des prestations.....	13
18.4	Dématérialisation des factures	13
18.5	Régime des paiements	13
18.5.1	Mode et délai de paiement	13
18.5.2	Intérêts moratoires	14
Article 19. Retenue de garantie.....		14
Article 20. Cession ou nantissement de créance.....		14
Article 21. Protection des données à caractère personnel		14
Article 22. Sous-traitance		14
Article 23. Résiliation du marché.....		14
Article 24. Règlement des différends et litiges		15
Article 25. Prestations similaires pour les services		15
25.1	Prestations similaires.....	15
Article 26. Modifications de marché.....		15
26.1	Clause de réexamen.....	15
26.2	Prestations supplémentaires de marché.....	16
26.3	Autres modifications de marché : modifications non substantielles	16
26.4	Autres modifications de marché : Circonstances imprévues	16
26.5	Autres modifications de marché : Substitution de titulaire	16
Article 27. Clauses de sécurité		16
Article 28. Dérogations au CCAG		16

Article 1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations de contrôles réglementaires, de mise à jour des dossiers techniques amiante, et de diagnostics amiante et immobiliers pour les besoins de l'ASP en Métropole Corse incluse.

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP MAPA 26-01.

Article 2. Procédure de passation

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle de la procédure adaptée telle que décrite aux articles R2123-1 au R2123-6 du code susvisé.

Article 3. Décomposition de la consultation

Les prestations formant un ensemble unique et cohérent, la présente consultation est composée d'un seul lot, conformément à l'article R2113-3 du code de la commande publique.

La présente consultation consiste en un accord-cadre mono-attributaire composite qui s'exécute pour partie à travers des prestations forfaitaires (poste 1) et pour partie par l'émission de bons de commande (poste 2), en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

Il comporte les prestations suivantes :

	<i>Prestations associées</i>
Poste 1 : Prestations forfaitaires	Prestation 1 : <i>Réalisation de prestations de contrôles réglementaires des installations,</i>
Poste 2 : Prestations sur bons de commande	Prestation 2 : Mise à jour des dossiers techniques amiantes (DTA)
	Prestation 3 : Diagnostics amiantes avant travaux et de diagnostics immobiliers

Les prestations s'exécutent dans les limites inscrites à l'acte d'engagement.

Article 4. Pièces constitutives du marché

Les documents contractuels régissant le marché sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé et son annexe complétée :
 - Annexe 1 : l'annexe financière
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
 - Annexes1 : descriptifs matériels hors SSI,
 - Annexe 2 : descriptif matériels SSI,
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics

de fournitures courantes et de services – FCS (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021)
– non fourni

5. L'offre du titulaire formulée en respectant le cadre de mémoire technique

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Article 5. Durée du marché

La durée du marché est précisée dans l'acte d'engagement.

Article 6. Obligations sociales

Les obligations s'imposant au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Les éventuels sous-traitants du titulaire sont soumis aux règles précitées.

Article 7. Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensable à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

Ces aspects environnementaux de la prestation sont définis dans l'annexe dédiée.

En cas de non-respect des engagements pris, le titulaire s'expose aux pénalités décrites au présent CCAP.

Article 8. Etablissement des prix du marché

8.1 Type et forme des prix

Le marché est en partie à prix global et forfaitaire et, pour l'autre partie, à prix unitaires et à bons de commande. Les prix sont définitifs.

Les prestations relevant de la partie forfaitaire concernent les prestations de contrôles réglementaires.

Les prestations relevant de la partie unitaire concernent les prestations 2 à 3.

8.2 Contenu des prix

Les prix de l'ensemble des prestations sont établis hors taxe et en euros.

Les prix figurant dans l'annexe n°1 financière à l'acte d'engagement sont réputés complets et comprennent les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, de déplacement, d'hébergement ou de restauration du personnel du titulaire, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le présent marché.

8.3 Date d'établissement des prix initiaux

Les prix initiaux du marché sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres.

8.4 Révision / actualisation des prix

Le marché public est conclu à prix révisibles

8.4.1 Modalités des Prix révisibles :

Modalités de calcul de la révision des prix

Les prix sont révisibles à la hausse ou à la baisse par référence aux variations du ou des indices présent dans la formule suivante, à la date anniversaire de notification du marché.

$$P = P_0 \times [(I/I_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé pour les prestations de l'année à venir ;

P₀ = prix initial (prix de l'offre) ;

I = Valeur de l'indice au trimestre connu à la date anniversaire de notification – Indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) (identifiant 010766502) – Prix de base – Activités juridiques, comptables... et analyses techniques – Base 2010;

I₀ = Valeur de l'indice au trimestre connu à la date anniversaire de notification pour la période en cours

La valeur finale est égale à la valeur de l'indice publié sur le site internet de l'insee à la date anniversaire de prise d'effet du marché (correspondant à la date de notification du marché).

Les nouveaux prix, dûment révisés, entrent en vigueur à compter de la date fixée pour la révision.

A la révision suivante, les indices retenus pour la révision de prix initiale, deviennent les valeurs 0 de ces indices et les nouveaux prix obtenus après la révision de prix initiale deviennent les P₀.

En cas d'arrêt d'une série chronologique par l'INSEE, l'ancienne série sera poursuivie par la nouvelle série proposée par l'INSEE.

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le titulaire informera alors l'ASP des nouveaux indices utilisés et de leurs valeurs retenues.

Le titulaire s'engage à communiquer par courriel, le nouveau bordereau de prix, avec les tarifs applicables, avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application.

L'application des nouveaux tarifs ne pourrait se faire que dans un délai de 30 jours après leur réception. Les nouveaux prix, dûment révisés, s'appliquent à toutes les commandes émises après la date de révision effective des prix (soit la date anniversaire de notification du marché) ainsi qu'à la valeur du forfait.

En aucun cas les nouveaux tarifs ne devront être appliqués sans accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive. En cas de non transmission dans les délais et formes mentionnés les tarifs restent applicables pour l'année suivante.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive.

Périodicité de la révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché par l'application au(x) prix du marché (P) de la formule décrite ci-dessus.

L'initiative de la révision appartient au titulaire qui doit faire parvenir sa demande de révision de prix à l'ASP, par courriel ou lettre simple, en y joignant le calcul du coefficient de révision au plus tard un mois après la date fixée pour la révision des prix du marché.

Article 9. Conditions générales d'exécution

le titulaire doit exécuter les prestations de l'accord-cadre dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base des coûts indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

9.1 Délais d'exécution

Partie à prix forfaitaire

Les prestations à prix forfaitaire commencent à la date indiquée sur la notification du marché. Les prestations de contrôles réglementaires sont selon leur nature à échéances semestrielle, annuelle, bisannuelle ou quinquennale. Le détail des échéances est donné à l'article 4 du CCTP. L'ensemble des vérifications des sites de l'ASP sera effectué au plus tard le 15 novembre de l'année considérée. Le calendrier prévisionnel des visites devra être communiqué à la DFJL /service logistique et patrimoine de l'ASP au plus tard un mois après la notification du marché pour 2026, puis au plus tard le 31 janvier pour les 3 autres années d'exécution.

Partie à prix unitaires à bons de commande

Les délais d'exécution des prestations à bons de commande sont fixés dans le bon de commande.

Un même bon de commande peut être délivré pour l'exécution d'une ou plusieurs prestations successives ou simultanées.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme.

Le délai d'exécution des bons de commande ne dépassera pas 3 mois.

9.2 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations sont à exécuter dans les locaux de l'ASP mentionnés dans les annexes 1 et 2 du CCTP.

9.3 Horaires d'interventions

Les interventions sont possibles du lundi au vendredi. Les horaires d'ouverture peuvent varier selon les sites, c'est pourquoi le titulaire prendre contact avec le service concerné par la visite afin d'établir les modalités de son passage.

9.4 Modalités d'engagement des prestations

La notification du présent marché vaut engagement des prestations forfaitaires pour la période initiale du marché.

Les prestations 2 et 3 feront l'objet de bons de commande sur la base des tarifs figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande seront adressés au titulaire du présent marché par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire disposera de **2 jours ouvrés** au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'avis de réception postal ou la date de l'accusé de réception du courriel), pour présenter ses observations par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception.

Les observations du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- la référence du marché
- la désignation de la prestation commandée,
- le délai d'exécution
- toute précision utile quant à l'exécution des prestations,
- les prix unitaires HT
- les montants totaux HT et TTC
- le taux et le montant de la TVA
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ)

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et peuvent s'exécuter au-delà dans la limite de 3 mois. Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

Article 10. Conditions particulières d'exécution

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution du présent marché, le nom et les coordonnées du/des personne(s) responsable(s) du suivi du marché à l'ASP seront communiqués au titulaire au lancement du marché.

Le titulaire désignera dans son offre le responsable du suivi du marché habilité à le représenter.

Article 11. Obligations des cocontractants

11.1 Obligations communes

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objets du présent marché.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

11.2 Obligations de l'ASP

L'ASP assure toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

11.3 Obligations du titulaire

11.3.1 Obligations générales

- une obligation de résultats relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'ASP informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché/des marchés,

Le titulaire doit garantir la qualité de ses livrables.

Le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre/de ce marché/de ces marchés.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de cet accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

11.3.2 Pièces et attestations

Le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

11.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,

- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), et L2341-5 du code de la commande publique,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 12. Utilisation des résultats

Il est fait application des articles 34-35-36-37 du CCAG FCS pour les marchés de fournitures et services.

Article 13. Livraison (le cas échéant)

Sans objet.

Article 14. Vérification et admission

A l'issue de chaque intervention, quelle que soit la prestation, le titulaire établira un rapport d'intervention qui sera transmis dans le délai de 5 jours ouvrés. Il sert à la réalisation des opérations de vérification.

Pour les prestations de contrôles réglementaires, chaque rapport d'intervention dématérialisé (pdf) sera transmis par le titulaire au responsable du site concerné et au Service Logistique et Patrimoine (SLP) de la Direction financière juridique et logistique (DFJL) du siège pour preuve de « service fait ».

Pour les prestations de mise à jour des DTA, RAAT et les diagnostics immobiliers, chaque rapport d'intervention dématérialisé (pdf) sera transmis par le titulaire au Service Logistique et Patrimoine (SLP) de la Direction financière juridique et logistique (DFJL) du siège pour preuve de « service fait ».

Le titulaire devra également porter la date de vérification sur le registre de sécurité de chaque site avec son cachet.

Conformément au CCAG FCS, à l'issue des opérations de vérification qualitative, l'ASP prendra l'ASP prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30.

Article 15. Garantie

Pour l'ensemble des prestations, la garantie technique est une garantie de bonne exécution, qui s'exercera dans les conditions de l'article 33 du CCAG-FCS.

Article 16. Pénalités et réfections

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS :

Toutes les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables entre elles. Le montant total des pénalités ne peut pas représenter plus de 20% du montant total dû au titulaire ;
Les pénalités s'appliquent dès le premier euro

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont décrites comme suit :

16.1 Pénalités en cas de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il n'y a pas de montant maximum applicable aux pénalités de retard.

Pénalité pour retard d'intervention

En cas de non-respect de l'échéance maximale d'intervention telle que définie à l'article 9 ci-avant, la pénalité applicable sera d'un montant forfaitaire de 100 € par jour de retard.

Pénalité pour les prestations à bons de commande

Si les délais définis à l'article 9 sont dépassés, la pénalité applicable sera d'un montant forfaitaire de 30 € par jour de retard.

16.2 Pénalités relatives aux livrables

Pénalité pour retard dans la remise d'un rapport d'intervention

Si les délais définis à l'article 9 sont dépassés, la pénalité applicable sera d'un montant forfaitaire de 50 € par jour de retard

16.3 Pénalités relatives à la clause insertion sociale (le cas échéant)

Sans Objet

16.4 Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité (le cas échéant)

Conformément à l'article 14 du CCAG :

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 27 du CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article dédié du présent CCAP

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

16.5 Application des pénalités

Le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-dessus, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Le montant des pénalités sera calculé en une fois et imputé sur la facture de la période en cause

16.6 Réfections

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, si après demande dûment motivée de l'ASP, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes de l'acheteur telles que définies dans les documents du marché et non conforme à la proposition technique du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire pourra présenter ses observations.

Article 17. Responsabilité et assurances

17.1 Responsabilité

La responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution du marché lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le Titulaire sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, directement, causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution du marché.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure ou de catastrophe naturelle.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire identifie un événement, dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du Titulaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par le Titulaire.

17.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG FCS.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent marché, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 18. Exécution financière du marché / des marchés

18.1 Avance

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, il est fait application de l'option A.

18.2 Echancier des paiements/acomptes

Echancier des paiements :

Pour les prestations forfaitaires du poste 1, le titulaire remettra annuellement et après service fait la facture afférente aux prestations réalisées sur la période considérée.

Le paiement est en particulier subordonné :

- à la mise à disposition de tous les matériels entrés en vérification et maintenance au titre du poste et de la période considérés ;
- à la fourniture et l'approbation des rapports de visite.

Pour les prestations exécutées au titre du poste 2, la fin d'exécution des prestations commandées au titre d'un bon de commande permet de procéder aux opérations de solde dudit bon de commande. Le paiement chaque bon de commande sera effectué après vérification et réception des prestations commandées, sur présentation de la facture accompagnée de la décision de réception valant service fait.

Dans tous les cas, seront déduites, le cas échéant, les réfections et/ou pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

18.3 Solde du paiement des prestations

Prestations forfaitaires :

Le paiement du solde des prestations forfaitaires annuelles aura lieu après certification de la bonne exécution de la prestation et réception conformément au présent cahier des charges, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions du paragraphe « contenu des demandes de paiement » de l'accord-cadre, et accompagnée de la décision de réception.

Prestations à bons de commande

Le paiement du solde de chaque bon de commande sera effectué après vérification et réception des prestations commandées, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions de l'article dédié du présent CCAP, et accompagnée de la décision de réception.

Solde de l'accord-cadre

La fin de la dernière prestation exécutée au titre de l'accord-cadre permet de procéder aux opérations de solde de l'accord-cadre.

18.4 Dématérialisation des factures

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro. Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement**, les informations suivantes :

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)
- Le **numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.**

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- Le(s) **numéro(s) de marché**, communiqué au titulaire après notification

Ce nouveau processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, au **taux légal en vigueur au moment du fait générateur**.

Pour le dépôt des factures dans Chorus Pro, l'attention du titulaire est appelée sur la sélection du Cadre de facturation, qui permet d'identifier le profil du déposant ainsi que le type de document transmis.

Ex : A1 pour les factures simples du titulaire, A9 pour les factures du sous-traitant.

Une aide en ligne est disponible l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

18.5 Régime des paiements

18.5.1 Mode et délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement du présent marché.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

18.5.2 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

Article 19. Retenue de garantie

Sans objet.

Article 20. Cession ou nantissement de créance

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique).

Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

Article 21. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG de référence, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Article 22. Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG FCS.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données et aux exigences de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Article 23. Résiliation du marché

- Pour motif d'intérêt général

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Aucune indemnité n'est due au titulaire du marché par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS. En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire du marché seront versées au vu des prestations effectuées.

- **Pour tous les autres cas**

Il est fait application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS et des articles L.2195-4 et L.2194-5 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, y compris en cas de manquement aux aspects de sécurité informatique, il **ne sera dû aucune indemnité de résiliation**.

Article 24. Règlement des différends et litiges

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

Il est fait application des articles 46 du CCAG-FCS.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

Article 25. Prestations similaires pour les services

25.1 Prestations similaires

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Article 26. Modifications de marché

26.1 Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant :

- d'une modification réglementaire ;
- de la nécessité, pour un bâtiment, de faire appel à des prestations ou des fournitures spécifiques ne figurant pas à l'annexe financière mais rendu indispensable à la bonne réalisation des prestations
- de l'ajout ou de la suppression d'un site suite à un déménagement ;
- de l'ajout ou de la suppression d'un équipement

L'acheteur peut intégrer des prix nouveaux dans les conditions et limites cumulatives suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché ;
- prix intégrés à l'intérieur d'une famille du bordereau des prix;
- prix ne dépassant pas le montant le plus élevé de la famille concernée, et, dans tous les cas, inférieur à 1000 € ;
- le nombre d'items ajoutés au bordereau des prix dans les conditions précédentes ne devra pas dépasser 10 % du nombre total d'items sur la durée totale d'exécution du contrat (par exemple sur 1 000 prix au BPU, 100 prix nouveaux pourront au maximum être ajoutés par OS) ;
- le recours aux mécanismes des prix nouveaux ne modifie pas les conditions initiales de la mise en concurrence du marché.

Ce type de modification sera alors réalisé par la notification par l'ASP d'un Ordre de Service au titulaire.

26.2 Prestations supplémentaires de marché

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2, R2194-3, R2194-4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

26.3 Autres modifications de marché : modifications non substantielles

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier le présent marché.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

26.4 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier le marché lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

26.5 Autres modifications de marché : Substitution de titulaire

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

Article 27. Clauses de sécurité

Le titulaire devra respecter les règles de sécurité spécifiques à l'accès aux locaux définis par l'ASP, notamment, l'accès limité aux zones d'intervention définies par le marché et le port apparent du badge, pendant toute la prestation.

Article 28. Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
9.4	3.7.2
16	14
23	42